

Atelier national de consultation pour l'intégration des sites CGIAR



Hotel Beatrice
Kinshasa, 19 février 2016

Introduction

Le 19 février 2016, il a été tenu à l'hôtel Béatrice à Kinshasa l'atelier national de consultation pour l'intégration des sites CGIAR. Les travaux de l'atelier se sont déroulés en six (6) sessions: (i) mots de bienvenu, (ii) état des lieux des actions des centres CGIAR en RDC et défis de développement, (iii) les opportunités de collaboration, (iv) les modalités de collaboration et de coopération, (v) les recommandations, et (vi) la suite du processus d'intégration. L'atelier a connu la participation des partenaires tant nationaux qu'étrangers. Les participants étaient les représentants des membres du gouvernement, les chercheurs, les représentants de la société civiles, et ceux des institutions internationales.

Session 1: Mots de bienvenue et objectifs de l'atelier

Trois interventions ont fait l'objet de ladite session. La première intervention a été celle du Représentant de l'IITA en RDC, **Dr Nzola Mahungu**. Dans son allocution, le représentant a souhaité la bienvenue aux participants puis a indiqué que l'objectif de l'atelier est d'intégrer les actions des centres CGIAR afin de créer la synergie dans une approche participative. Pour finir, l'intervenant a invité chaque participant à mettre à contribution son expertise pour l'atteinte des objectifs de l'atelier.

La deuxième intervention a été celle du Ministère de l'Agriculture. Au nom de SE Monsieur le Ministre de l'Agriculture en mission, le Directeur de cabinet a exprimé sa fierté pour l'idée innovatrice de l'atelier. Il a indiqué que l'Agriculture est le secteur susceptible de développer la RDC et a résumé en trois grands points les priorités du gouvernement congolais: (i) assurer la sécurité alimentaire et nutritive, (ii) assurer la croissance soutenue de la productivité et rentabilité, puis (iii) favoriser le développement des industries alimentaires selon le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) et en conformité avec le NEPAD. Pointant du doigt la recherche comme le pilier du développement agricole, Monsieur le Directeur de cabinet a reconnu l'intérêt des centres CGIAR pour son pays et a salué leurs actions. Il a en exemple cité le laboratoire de Kalambo construit et équipé par l'IITA. Il a indiqué que le partenariat entre le gouvernement congolais et les centres CGIAR a commencé et a étayé ses propos en citant en exemple le projet PRIA que l'IITA est en train d'exécuter avec un finalement du gouvernement congolais. Le Directeur de cabinet a remercié les bailleurs de fonds pour enfin déclarer ouvert l'atelier.

La troisième intervention a été celle de la Directrice Scientifique de l'IITA, **Dr Ylva Hillbur**. Madame la directrice a présenté la carte mondiale des 15 centres CGIAR, qui depuis 2012 travaillent ensemble. Elle a fait remarquer que la première phase de recherche des centres CGIAR est intervenue de 2012 à 2016 et que la seconde phase, qui va commencer en 2017 (2017 à 2025), présente 3 innovations par rapport à la première. En effet, la seconde phase vise une meilleure intégration des programmes de recherche, un alignement des programmes des centres CGIAR aux priorités nationales puis une coordination et interaction des partenaires locaux. La Directrice a indiqué que 20 pays, dont la RDC, ont été choisis dans le cadre de ladite intégration. Elle a indiqué que les ateliers de consultation constituent le point de départ du processus et visent essentiellement (i) un début de partenariat entre les acteurs locaux, (ii) la recherche de synergies avec les activités en cours, puis (iii) la connaissance des priorités des partenaires.



Photo 1: IITA DDG-Recherche (à gauche) présente les objectifs et le contexte de l'atelier. Le Directeur de cabinet du Ministère de l'agriculture (à droite) ouvre l'atelier.

Session 2: Actions des centres CGIAR et défis de développement

Les travaux de la deuxième session ont consisté (i) à une présentation du Directeur de l'IITA pour l'Afrique Centrale, **Dr Bernard Vanlauwe** sur l'état de lieux des actions des centres CGIAR en RDC et défis à relever puis (ii) à une présentation des défis de développement en RDC tels que perçus par un panel pluridisciplinaire.

1) Etat des lieux des actions des centres CGIAR en RDC et défis à relever

Dans son introduction, Dr Bernard Vanlauwe a indiqué que plusieurs centres CGIAR opèrent en RDC depuis 2012 et a cependant déploré l'absence de synergie alors qu'eux tous travaillent pour l'unique cause de développement. Pour étayer ces propos, l'intervenant a présenté la liste des programmes CGIAR en cours d'exécution en RDC mais aussi celle des programmes qui ne sont pas encore opérationnels dans le pays. En confrontant les programmes CGIAR aux plans nationaux/provinciaux d'investissement agricoles de la RDC, le présentateur a montré que l'un des axes d'intégration s'avère l'alignement des programmes CGIAR aux priorités nationales. A partir des exemples concrets, il a pointé du doigt trois autres axes d'intégration : (i) la coordination au niveau du système CGIAR, (ii) la localisation des programmes R4D dans les zones prioritaires, et (iii) la conception de la recherche comme un maillon au centre des initiatives de développement ou des chaînes de valeurs.

2) Présentation des défis de développement en RDC tel que perçus par les partenaires locaux et internationaux

Le panel de discussion était composé d'un représentant des institutions de développement (**Sarah Mbango** de SNV hollandais), d'un représentant des donateurs (**Kadima Ngeleka** du secteur Agriculture de l'USAID), d'un représentant des institutions nationales de recherche (**Pr. Kizungu Vumilia**, Directeur Scientifique de l'INERA) et d'un représentant des institutions privées (**Anicet Kumkum** du Parc Agro Industriel de Bukanga Lonzo). Les membres du panel ont tour à tour présenté leurs institutions et leurs points de vue des défis de développement (**photo 2**).



Photo 2 : Les membres du panel présentent les défis de développement en RDC

Représentant des institutions de développement -SNV

La représentante a indiqué que, dans le domaine du développement, la SNV a 50 ans d'expérience dans 38 pays. En RDC, la SNV opère il y a 10 ans dans les zones de Kinshasa, Kongo Central, Bandundu, Equateur, Sud et Nord Kivu. Elle intervient dans trois principaux secteurs : (i) **Agriculture** avec pour objectif d'augmenter la production et la productivité pour la création d'emplois puis l'augmentation des revenus par la création des marchés durables, (ii) **Energie** avec pour objectif d'améliorer l'accès à l'énergie propre tant pour la cuisson que pour l'éclairage et (iii) **L'Eau, Hygiène et Assainissement - Gouvernance & Redevabilité**. Pour finir, la représentante a présenté les projets en cours de son institution ainsi que leurs axes prioritaires de recherche.

Représentant des institutions de recherche -INERA

Après avoir énuméré les attributions et fait un bref historique de l'INERA, le Directeur Scientifique a indiqué que son institution est souple et donc prête à collaborer avec tous les partenaires au développement. Il a indiqué qu'INERA a 15 programmes de recherche en phase avec les priorités nationales et compte 192 chercheurs (avec pour objectif d'accroître le nombre de chercheurs à 300). Le Directeur Scientifique a fait remarquer que l'INERA offre l'assurance pour les expérimentations et actions de longue durée. Il a salué le partenariat existant entre son institution et l'IITA d'une part et avec les autres centres CGIAR d'autre part.

Représentant des donateurs - USAID

L'intervenant a présenté la nouvelle stratégie et les objectifs de l'USAID. L'USAID opte pour des actions sectorielles en termes de prestation de service social et de transition (paix à l'Est du pays). Les zones prioritairement ciblées par l'USAID pour les cinq prochaines années sont : les 2 anciennes provinces de Kasai, les 2 provinces de Kivu et ancien Katanga. En termes de priorité de recherche, le représentant a indiqué que la recherche devra appuyer l'agriculture familiale pour contribuer à une meilleure répartition des ressources. S'agissant de la collaboration avec les centres CGIAR, il a cité en exemple trois projets que l'USAID avait exécutés pendant plusieurs années avec l'appui technique de l'IITA : deux projets qui ont permis de lutter contre les maladies de manioc et un troisième ayant porté sur plusieurs cultures vivrières de base.

Représentant du secteur privé- Parc Agro Industriel de Bukanga Lonzo

Après avoir invité les participants à acheter les produits du Parc dans les boutiques créées à cet effet dans la ville de Kinshasa, le représentant a souligné que la vision de son unité est de mettre en place un ensemble intégré d'activités (allant de la production jusqu'à la commercialisation). Les spéculations ciblées sont le maïs, le manioc, l'aquaculture et l'aviculture. Le parc vise la création de 17000 emplois (5000 directs et 12000 indirects). Le parc est à l'étape de la production, recherche et mise en place des infrastructures d'appui.

3) Débat

Les présentations des membres du panel ont été suivies de débats en petits groupes. Les éléments débattus par les participants sont des questionnements, des recommandations et des pistes de réflexion d'ordre général ou en rapport avec les différentes entités représentées.

Par rapport au parc Agro-industriels

- i. Développer un programme intégré de recherche autour des Parcs Agro Industriels.
- ii. L'impact du Parc Agro Industriel sur les revenus des petits exploitants est un axe important de recherche ;
- iii. Quelle est la relation entre le ministère de l'Agriculture et le parc Agro-industriel ?
- iv. Comment le parc Agro-industriel va-t-il utiliser les technologies de Recherche ?
- v. Est-ce que le parc Agro-industriel à collaborer avec le centre de recherche ?
- vi. Est-ce que le parc Agro-industriel à une politique d'intégration des producteurs locaux de la région ?
- vii. Quel serait le modèle d'alignement des programmes R4D des centres CGIAR avec les activités du parc ?

Au regard des éléments ci-dessous débattus en groupes, il est à noter que les participants ont soulevé un besoin de recherche par rapport aux activités du parc Agro-industriel mais aussi des questions de partenariat tant qu'avec les institutions qu'avec la population locale.

Par rapport à l'USAID

- i. Dans la nouvelle stratégie de l'USAID les efforts sont concentrés dans la partie Est du pays. Quant est-il de la partie Ouest ?

Cette question suscite l'existence de zones prioritaires non couverte par les actions de développement.

Par rapport à la recherche

- i. Quelles sont les priorités de recherche ?
- ii. Nous avons constaté que les aspects environnementaux ont été présentés dans les programmes de recherche. Est-ce qu'il y a des actions concrètes ?
- iii. Le changement climatique affecte la production agricole et la gestion des ressources naturelles.

Des thématiques nouvelles de recherche ont été soulevées avec cependant une nécessité de prioriser.

Par rapport aux centres CGIAR

- i. Quelles sont les faiblesses des centres CGIAR dans sa première phase ?

D'ordre général

- i. Cependant que toutes les institutions visent le développement, ils ont des stratégies différentes ;
- ii. Opportunités et analyses. Comment y parvenir ?
- iii. Sur le plan santé et nutrition, cerner le point d'ancrage sur la prise en compte de PFNL et la domestication pour la promotion de l'agriculture familiale ;
- iv. Toutes les parties prenantes (CGIAR et partenaires) de s'aligner sur les priorités nationales et travailler ensemble dans une harmonie en vue d'une intégration des approches méthodologiques.

L'alignement des partenaires aux priorités nationales dans une approche commune a été l'une des fortes recommandations.

Session 3: Les opportunités de collaboration

Six (6) groupes ont été mis en place et ont discuté les opportunités de collaboration.

- L'une des opportunités de collaboration qui ressort des travaux en groupes est l'existence à travers le pays des structures habilitées. Il s'agit (i) des structures de recherche (INERA, Universités et Institut de développement rural), (ii) des structures de vulgarisation (ONGs, privés et organisations paysannes), (iii) des structures spécifiques de l'Etat (SENAQUA, SENASEM, SENAFIC, SNV, SENAMA, Service Statistique Agricole), et (iv) des structures de relai (comités inter sectoriels des provinces, Programme d'action prioritaire des provinces- PNIA+PPIA).
- L'existence des chaînes de valeur prometteuses a été également énumérée comme l'une des opportunités de collaboration. Les cultures citées en exemples sont entre autres le manioc, riz (ex Equateur, Kivu), maïs (Bandundu, Kasai et Katanga), soja/arachide, café, cacao, hévéa, thé et le palmier à huile. L'agroforesterie, l'élevage et la pêche ont été aussi énumérés parmi les chaînes de valeur prometteuses en RDC.
- La volonté des bailleurs de fonds à accompagner la RDC a été d'autre part énumérée comme une opportunité de collaboration.

Les participants ont souligné que la collaboration devra consister à une gestion intégrée des moyens financiers, matériels, structurels et humains disponibles. Ils ont énuméré quelques pistes de réussite de la collaboration : (i) alignement aux priorités nationales, provinciales et locales, (ii) appui du gouvernement (plaidoyer), (iii) avoir une vision commune du développement, (iv) partage de l'information, et (v) un système de suivi-évaluation adéquat.

Session 4: Les modalités de collaboration

La vision commune pour la collaboration a été définie par les éléments dont la synthèse ci-dessous :

- *Exemples de quelques collaborations réussies:* INERA – Université – CARITAS: multiplication semences, formation diplomates et appui aux paysans; SNV – CIFOR: commercialisation, SNV – Ecobank: accès au financement pour les transformateurs ; SNV – CIFOR: commercialisation; Bralima – Producteurs de riz/Achat
- *Etapes de collaboration:* Quelqu'un qui prend le lead/pouvoir; Recherche des partenaires & donateurs; rechercher centres d'intérêts communs; Communication effective préalable;

harmoniser visions stratégiques/centres CGIAR, secteur privé, ONG, PFT, Gouvernement; définir axe de collaboration de façon participative; Discussion des modalités de collaboration; Mise en commun de moyens; Implémentation des activités; Suivi & Evaluation (contrôle)

- *Ingrédients*: Priorité/vision commune; Co et bonne définition des objectifs; concertation/implication de toutes les parties et respect de leurs intérêts respectifs; transparence; confiance mutuelle; moyens; organisation; définition des responsabilités; intérêt commun; prise en compte des priorités du gouvernement; gagnant – gagnant; partage d'expériences; complémentarité/synergie dans la mise en œuvre; Etablissement des règles de collaboration et le respect des engagements; Implication de tous les acteurs socio-politique; meilleures coordination des interventions; Analyse de la situation locale actuelle; Evaluation de l'offre par rapport à la demande; Disponibilité des ressources (humaines et financières); Stabilité de plateforme (en dehors de changements politiques); Plateforme indépendante associant toutes les parties prenantes;
- *Modalités*: Structure central: Ministère de l'Agriculture coordonne les actions; Structure provincial: Ministère provincial, Inspection provincial, Services spécialisés, ONGs et OP.
- *Obstacles*: Manque de: vision commune, valeur fondamentale, valeur ajoutée, structure et cadre opérationnel, motivation; manque de souplesse institutionnelle; lourdeur administrative (pe visa de congolais); manque de financements; manque de communication; manque des engagements mutuels; faible communication; vision et stratégie différentes; centres d'intérêt différents; manque de confiance & transparence; moyens mis en jeu; manque de flexibilité (besoin d'adaptation aux réalités) de la part des bailleurs

Session 5: Recommandations pour une meilleure collaboration

- (1) *Plateforme* : Les participants ont suggéré qu'une plateforme nationale de recherche pour le développement soit mise en place sous le leadership de l'IITA. Le mandat et les règles de fonctionnement de la plateforme devront être clairement définis. Les actions à mener doivent s'inscrire dans le temps et dans l'espace en fonction des besoins ressentis et exprimés par la population à la base. La population locale doit être fortement impliquée dans la mise en œuvre des actions pour garantir l'appropriation et la durabilité.
- (2) *Une vision commune*: elle devra se matérialiser par les objectifs poursuivis de commun accord et d'intérêt commun avec les bailleurs et le gouvernement.
- (3) *Priorité de recherches*: la recherche devra être axée sur (i) l'amélioration de la compétitivité des filières ; (ii) la gestion durable intégrée des ressources naturelles et renouvelables (sol, eau, forêt) ainsi que le (iii) développement à la base.
- (4) *Impact à grande échelle* : pour qu'une telle collaboration puisse avoir un impact à grande échelle, les participants ont défini un certain nombre des critères, à savoir : réunir des acteurs diversifiés (écoles; églises, etc.), atteindre au moins deux millions de ménages, cibler les zones dans tout le pays en fonction de la présence de réseau (OP...) et de l'infrastructure. Le processus pour y arriver peut comprendre : une exploration du système de communication dit « ICI », une recherche en fonction de besoin et la valorisation du système de vulgarisation (moniteurs agricoles dans tous les territoires).
- (5) *Renforcement des capacités* : il peut se faire à la fois au niveau institutionnel et au niveau professionnel. Les étapes sont les suivantes : (i) au niveau institutionnel : identifier les problèmes, identifier les besoins prioritaires en formation, disponibiliser les infrastructures de recherché, mobiliser les ressources, mettre en œuvre les plans de renforcement des capacités et assurer le

Suivi & Evaluation; (ii) au niveau professionnel: identifier les problèmes, identifier les différents experts, planifier un programme de renforcement des capacités, mobiliser les moyens, mettre en œuvre les plans de renforcement des capacités et assurer le Suivi & Evaluation.



Photo 3 : Travaux en groupes

Session 6: Etape suivante du processus de d'intégration

L'étape suivante de l'intégration consisterait à mettre en place une plateforme nationale de recherche pour le développement avec un *Steering Committee* qui devra mettre en œuvre les recommandations de l'atelier.

Conclusion

L'atelier national de consultation pour l'intégration des sites CGIAR organisé à Kinshasa le 19 février 2016 a connu la participation des partenaires tant nationaux qu'étrangers. Il a consisté essentiellement à des débats entre équipes pluridisciplinaires. Les opportunités de collaboration énumérées par les participants sont essentiellement l'existence à travers le pays des structures habilitées, l'existence des chaînes de valeur prometteuses et une volonté manifeste tant du gouvernement que des bailleurs de fonds internationaux. Les participants ont référé aux exemples de collaborations réussies en RDC et ont spécifié les éléments/modalités qui ont contribué au succès. Dans la cadre de la présente intégration des sites CGIAR, les participants ont vivement recommandé qu'une plateforme nationale de recherche pour le développement soit créée. Le mandat et les règles de fonctionnement de la dite plateforme doivent être clairement et conjointement définis avec toutes les parties prenantes. Les actions à mener doivent s'inscrire dans le temps et dans l'espace en fonction des besoins exprimés par la population à la base et en phase avec les priorités nationales. Les partenaires locaux doivent être fortement impliqués dans la mise en œuvre des actions pour garantir l'appropriation et la durabilité. L'atelier a été clôturé vers 18 heures avec une note de satisfaction de tous les participants.

Rapporteurs : Kokou KINTCHE, Antoine FRANGOIE